

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
20 septembre au 4 octobre

Le chiffre à retenir

2,75 %

**TAUX DIRECTEUR
MAINTENU**

Alors que la quasi-totalité des analystes anticipait une baisse, la banque centrale marocaine a décidé de maintenir son principal taux directeur à 2,75 %.

Malgré un fléchissement des tensions inflationnistes (l'inflation ressortirait à 1,3 % en 2024 contre 6,1 % en 2023), la BAM adopte une position prudente

soulignant que l'évolution des prix et de l'activité économique reste incertaine et exposée à deux principaux aléas : le contexte géopolitique mondial et les conditions climatiques. En 2024, selon la BAM, la croissance économique devrait atteindre 2,8 % (contre 3,4 % en 2023) en raison de la sécheresse ayant pénalisé la campagne agricole 2023-2024 (récolte céréalière en chute de 43 %). La dynamique d'investissement générée par le lancement des grands chantiers du Royaume (reconstruction post-séisme, Coupe du Monde 2030, transition écologique) permettra néanmoins de stimuler les activités non-agricoles (+ 3,6 % en 2024).

Si ce conseil trimestriel prône le maintien du statu quo, il convient de souligner que le principal taux directeur reste à un niveau bas d'un point de vue historique, négatif en termes réels et particulièrement faible comparé aux pays de la région. Cette politique monétaire accommodante reflète ainsi une position structurelle de la banque centrale marocaine soucieuse de ne pas fragiliser la croissance économique.

Activités macroéconomiques & financières

Commerce extérieur : les exportations du Maroc sont dynamiques et tirées par les écosystèmes industriels

D'après l'Office des changes, dans sa dernière note relative aux indicateurs des échanges extérieurs, les exportations du Royaume restent dynamiques et progressent plus rapidement que les importations : +5,5 % à 295 Mds MAD contre +4,6 % à 492 Mds MAD sur les huit premiers mois de l'année 2024. Le dynamisme des exportations s'explique par les performances à l'export des principaux écosystèmes industriels du Royaume : l'automobile (+7,6 %) ; l'aéronautique (+21,2 %) ; les phosphates (+11,7 % ; effet volume via une hausse de la production) ; à l'exception du secteur textile (-0,7 %). Pour mémoire, les échanges bilatéraux entre le Maroc et la France sont également en progression et s'établissent à 8,9 Mds EUR (+7 %) avec une balance commerciale équilibrée sur les sept premiers mois de l'année.

Financement de l'innovation : la stratégie « Digital Morocco 2030 » fixe un objectif de levée de fonds de 7 Mds MAD pour les startups

La Ministre de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, Mme Ghita Mezzour, a présenté le 25 septembre la nouvelle stratégie nationale « Digital Morocco 2030 » en mettant l'accent sur l'accompagnement et le financement de l'écosystème startups. En comparaison régionale, les levées de fonds réalisées par les startups marocaines restent en retrait : sur les 3 Mds USD levés par des startups africaines en 2023, près de 80 % proviennent du Big 4 (Egypte, Kenya, Afrique du Sud et Nigeria) et seulement 17 M USD du Maroc d'après le rapport annuel « [Africa : the big deal](#) ». Face à ce constat, la nouvelle stratégie nationale entend accélérer la création de startups (3 000 attendues et l'émergence de 1 à 2 licornes d'ici 2030) et fixe un objectif de levée de fonds de 7 Mds MAD (environ 700 M USD) d'ici 2030. Pour ce faire, il est proposé de créer un label pour les startups marocaines, renforcer l'accompagnement et les dispositifs de financement (bourses et prêts en pré-amorçage, amorçage puis Série A, etc.), ainsi que faciliter l'accès des startups marocaines à la commande publique. Outre son volet startups, la stratégie « Digital Morocco 2030 » intègre les enjeux de sécurité numérique et prévoit, en ce sens, la mise en place d'un cloud souverain, une infrastructure numérique locale visant à garantir l'indépendance technologique du pays et la protection des données sensibles des citoyens et entreprises marocaines. Enfin, en matière de connectivité, la stratégie fixe un objectif ambitieux de connexion à la fibre optique des foyers marocains (passant de 1,5 millions en 2023 à 5,6 millions en 2030), ainsi que le déploiement de la 5G.

Grands projets, environnement, industries

Transport urbain : Egis et son partenaire marocain Novec remportent le marché relatif aux études d'avant-projet du BHNS de Rabat-Salé-Témara

Les études devront définir les conditions de réalisation de plusieurs lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) dans l'Agglomération de Rabat-Salé-Témara, et ainsi adapter les études précédemment réalisées qui prévoyaient une extension de 45 kms du réseau de tramway. Ce projet répond à la nouvelle orientation des transports urbains promue par le Ministère de l'intérieur, axée sur le développement du BHNS susceptible de renforcer l'offre des transports en commun. Le marché a été adjugé pour un montant de 5,4 M MAD (environ 500 000 euros). Pour mémoire, Egis, en groupement avec Systra et Novec a également remporté en juillet 2024 le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la LGV Kénitra-Marrakech d'un montant global d'environ 140 M EUR.

Transition énergétique : le Gouvernement adopte trois décrets visant à accélérer la transition énergétique

Lors du Conseil de Gouvernement du 12 septembre, trois projets de décrets présentés par la Ministre de la Transition énergétique et du Développement durable ont été adoptés. Le premier, relatif à l'utilisation des compteurs intelligents, a pour objectif de faciliter la gestion des réseaux électriques. En permettant l'accès à distance aux données du réseau, ce texte vise à intégrer plus efficacement les énergies renouvelables dans le mix électrique et à renforcer la sécurité de l'approvisionnement. Le deuxième décret porte sur l'introduction d'un certificat d'origine pour l'électricité autoproduite à partir de sources renouvelables. Ce certificat, délivré par le MTEDD, offrira de nouvelles opportunités de commercialisation pour les produits « verts », notamment dans le contexte de l'instauration prochaine d'une taxe carbone au niveau national et international. Le troisième décret concerne l'efficacité énergétique. Il définit le cahier des charges des entreprises de services énergétiques, qui seront chargées de mener des études pour améliorer la performance énergétique des équipements. Ce texte a pour objectif d'encourager les économies d'énergie et de promouvoir l'employabilité dans ce secteur.

Transition énergétique : la CDG et le MTEDD scellent un partenariat

Le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable (MTEDD) et la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) ont conclu début octobre une convention-cadre de partenariat en vue de promouvoir une économie verte et sobre en carbone. La convention définit les modalités de collaboration entre la CDG et le MTEDD pour accompagner la mise en œuvre des projets stratégiques dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, des infrastructures écologiques, et de l'innovation verte. Il s'agit également d'appuyer les Plans Climats Territoriaux notamment en matière d'éclairage public, de mobilité et de gestion des déchets. Par ailleurs, l'accord prévoit une coopération accrue en matière de financement et de structuration de projets dans les domaines de l'hydrogène vert et du transport d'électricité.

Eaux usées : 100 millions de m3 d'eaux usées traitées et réutilisées à l'horizon 2027

Le Ministre de l'Intérieur, M. Abdelouafi Laftit, a dévoilé début octobre un plan visant à généraliser la réutilisation des eaux usées dans les différentes régions du Maroc. Cette démarche fait partie du Programme national d'assainissement liquide et de réutilisation des eaux usées traitées, avec pour objectif de mobiliser 100 millions de m3 d'ici 2027, et 537 à horizon 2050 (contre 37 en 2023). Ce plan vise notamment l'arrosage des terrains de golf, des espaces verts et l'utilisation des eaux usées traitées à des fins industrielles. Le coût total du programme est estimé à 3 Mds MAD. Des projets ont d'ores et déjà été concrétisés, couvrant 31 terrains de golf et espaces verts dans 16 communes (dont Rabat, Salé, Marrakech, Tanger, Tétouan, Agadir), ainsi que 3 projets à usage industriel.

Agroalimentaire : Teralys, filiale d'Al Mada, fait l'acquisition du groupe italien Nutkao

Teralys, la filiale d'Al Mada créée en 2023, spécialisée dans le secteur de l'agroalimentaire, a annoncé l'acquisition (450 M EUR) du groupe italien Nutkao spécialisé dans la production de produits à base de cacao, noisette et pistache, avec des unités de production en Italie, en Belgique, aux États-Unis et au Ghana où est installée une unité de transformation de cacao. Nutkao est présent dans 80 pays à travers le monde. Pour mémoire, Teralys a acquis en 2023 une part majoritaire du groupe Patisen, leader au Sénégal et acteur majeur en Afrique de l'Ouest et du Centre, spécialisé dans le négoce, la production et la distribution de produits alimentaires (notamment bouillons, margarine, huiles alimentaires, boissons et également pâtes à tartiner).

Bailleurs, Coopération internationale

La BAD s'allie à Bank of Africa pour faciliter le financement et le commerce en Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, le 27 septembre, avoir conclu un accord avec Bank of Africa pour une facilité de financement de 70 M EUR composée d'un accord de participation aux risques (APR) de 50 M EUR et une ligne de crédit pour le financement du commerce (LCFC) de 20 M EUR. Le programme a pour vocation de répondre aux difficultés des PME à accéder au financement de leurs opérations commerciales avec des contreparties africaines, ce qui a pour conséquence de freiner le développement du commerce intra-africain (seulement 15 % des échanges du continent). Le programme entend générer près de 300 M EUR d'échanges commerciaux d'ici 5 ans. Troisième banque du Maroc, Bank of Africa est présent dans 19 pays africains.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (7/24)	3,4 %	6,1 %	13 %	0,6 %	4,3 %	69,5 % (PIB base 2014)
FMI (4/24)	3 %	6,1 %	13 %	1,5 %	4,4 %	70,6 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (3/24)	3 %	6,1 %	-	0,6 %	4,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13 %	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	2,9 %	3,8 %	-	1,5 %	4,4 %	70 % (PIB base 2014)
FMI	3,1 %	2,2 %	12 %	2,6 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,1 %	1,5 %	-	1,6 %	4,0 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,0 %	1,8 %	-	-	4,0 %	72,4 % (PIB base 2014)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr